

ORDRE DU JOUR

9H-9H30

> accueil, café, croissants

9H30-10H30

> procédures chantiers : bases légales, processus, etc.

10H30-11H:

> présentation de la nouvelle application chantiers

11H-11H30:

> retours sur procédures enquêtes et arrêtés

11H30-11H45:

> divers

LE TRANSFERT DE COMPÉTENCES EN MATIÈRE DE RÈGLEMENTATION DU TRAFIC (L 12268)

LE PL 12268

 Projet de loi modifiant la loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière (LaLCR) (H 1 05)

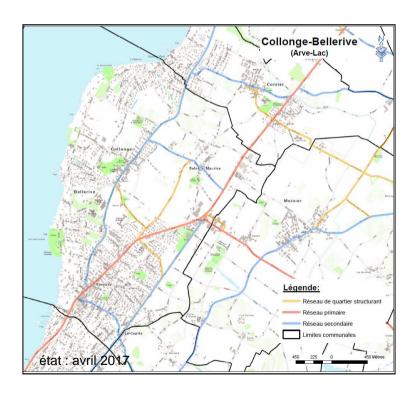
Art. 2A Compétences communales (nouveau)

¹ Les communes sont compétentes en matière de gestion de la circulation, notamment pour la mise en place de marquage, sur le réseau de quartier communal non structurant.

² Le Conseil d'Etat définit par voie d'arrêté le réseau de quartier communal structurant.

CONTENU DE LA LOI

- > contenu de la 2^{ème} délégation
- les **signaux prescriptifs**, notamment la règlementation du stationnement, l'interdiction de circuler, de tourner à droite/gauche;
- les signaux d'indication prescriptifs;
- la signalisation édictée en cas de chantiers;
- les marquages.
- > Réseau concerné : le **réseau de quartier communal non-structurant**



MISE EN OEUVRE

Réglementation trafic pérenne



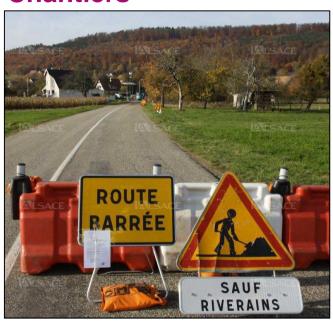
Marquages



Chantiers



Chantiers



LES PROCÉDURES : BASES LÉGALES ET PROCESSUS

LES BASES LEGALES

Lois Cantonales:

Loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière et son règlement d'application. (LaLCR – RaLCR)

Règlement concernant l'utilisation du domaine public. (RUDP)

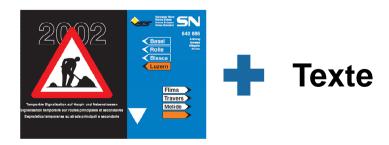
Règlement sur les Chantiers. (RChant)

Lois fédérales :

Droit sur la Circulation Routière. (DCR)
Loi sur la Circulation Routière. (LCR)
Ordonnance sur la Signalisation
Routière. (OSR)

Normes Suisses:

Signalisations temporaires sur routes principales et secondaires. (VSS 640 886)



Force contraignante.

LES BASES LEGALES

Mise en application:

Par la personne titulaire de la directive de chantier émise par la commune.

Par toute personne travaillant sur le chantier concerné.

Contrôles:

Par la commune et par l'office cantonal des transports.

Responsabilités :

de la commune quant à la légalité du dispositif prescrit.

de la personne titulaire de la directive quant à son application.

de toute personne travaillant sur le chantier concerné quant à son application.

LES BASES LEGALES

Sanctions suite à un contrôle :

Evaluation de la situation quant à la mise en danger des usagers.

Avertissement.

(Mesure administrative)

Dénonciation.

(Mesure pénale au sens d'une violation du DCR)



Enquête de la Police Routière.

Instruction de l'affaire. (A charge et à décharge)

Jugement par le Procureur.

Condamnation Pénale ou classement de l'affaire.



LES BASES LÉGALES

> L'ASSERMENTATION

loi sur la prestation des serments (lser) a 2 15

art. 3 serment des fonctionnaires

doivent être assermentés les fonctionnaires et employés de l'Etat et des communes :

- a) appelés à dresser procès-verbal de faits susceptibles d'entraîner des sanctions;
- b) appelés à effectuer des enquêtes, des saisies ou des actes analogues;
- c) dont le serment est prévu par d'autres dispositions que celles de la présente loi.

art. 2 autorité

⁴ Le serment des fonctionnaires et employés des administrations municipales est prêté devant le maire de la commune.

LA DIRECTIVE DE CHANTIER

La directive de chantier a force obligatoire!



Edicte des instructions :

Pour mettre en place des dispositifs de balisage et de signalisation routière.

Pour modifier la signalisation routière existante.

Pour mettre en place des mesures de circulation. (Barrages routiers, déviations)

Ordonne:

Les dates de début et de fin des travaux.

Les horaires pour lesquels les travaux sont autorisés.

La signalisation à mettre en place.

Organisation et exécution :

Traite de tous les sujets liés au dispositif mis en place.

Traite les accès aux riverains et aux secours.

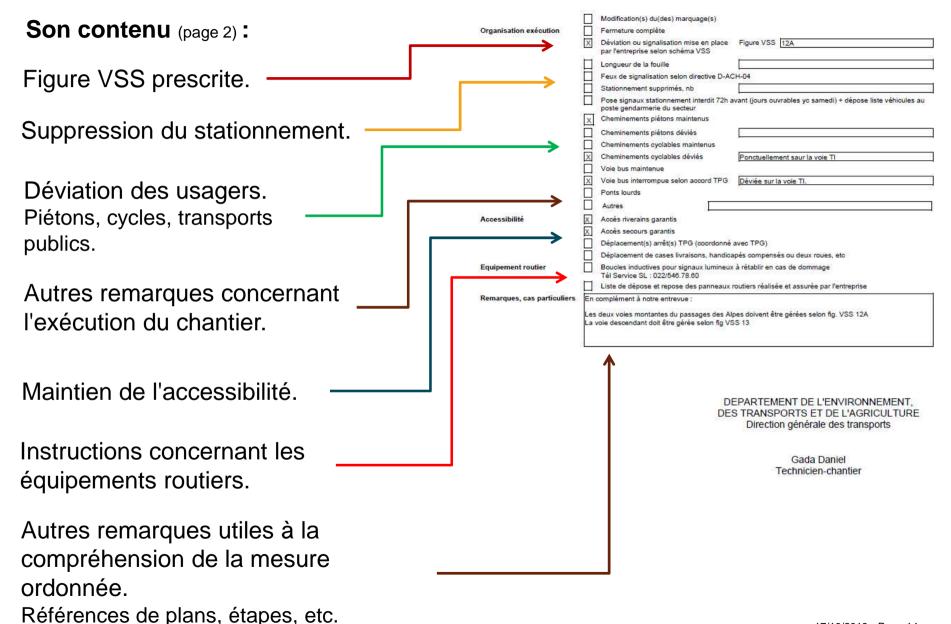
Traite des sujets liés à la signalisation lumineuse.

LA DIRECTIVE DE CHANTIER (ancienne version)

Son contenu (page 1):	DETA - DGT Case postale 271 1211 Genève 8 DGT
Rappel des bases légales	Direction générale des transports DETA 4, chemin des Olliquettes 1204 Genève N/réf. : N° de chantier : CH 62719 Genève, le 28 juillet 2016
Voirie sur laquelle le chantier est autorisé.	Vu la loi fédérale sur la circulation routière (LCR), du 19 décembre 1958; Vu l'ordonnance sur la signalisation routière (OSR), du 5 septembre 1979; Vu la loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière, du 18 décembre 1987; Vu le règlement d'exécution de la loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière, du 30 janvier 1989; Vu le règlement concernant l'usage du domaine public, du 21 décembre 1988; Vu la demande du 25 mars 2014; DIRECTIVES
Titulaire de la directive et responsable des travaux.	Directives de chantier concernant le chantier n° CH 62719 Passage des Alpes - Commune de Genève-Cité Entreprise mandatée pour réaliser les travaux Entreprise DGT Nom-Prénom Direction générale des transports DETA Adresse H. chemin des Olliquettes
Dates et heures auxquelles les travaux sont autorisés.	1204 Genève
Perturbations consécutives au chantier.	Perturbations à prévoir X Perturbations possibles sur le réseau Perturbations et conséquences Réduction des voies de circulation.
Eclairage et signalisation.	Eclairage et signalisation Guirlandes Falots/clignotants Cône flash Signalisation conforme à VSS 640886, assurée par l'entreprise

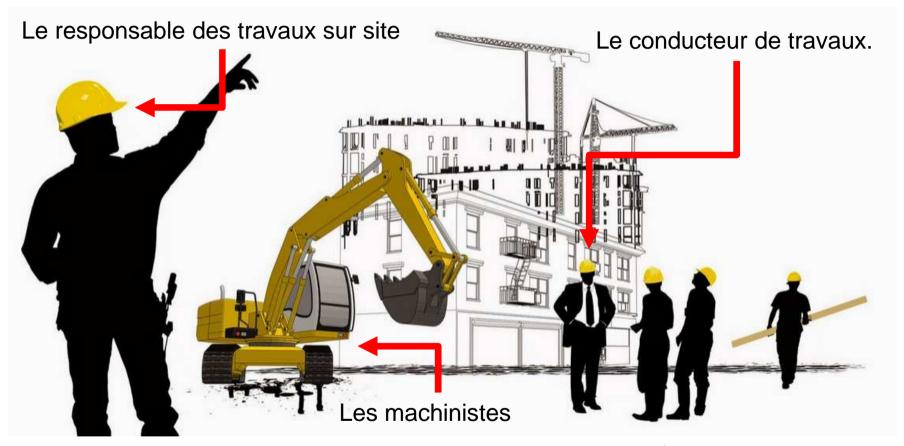
Case postale 271 • 1211 Genève 8 • Téléphone 022 546 78 00 • Fax 022 546 78 01 • www.ge.ch/transports

LA DIRECTIVE DE CHANTIER (ancienne version)



LA DIRECTIVE DE CHANTIER

Qui doit en prendre connaissance ?



Toutes personnes dont l'activité est concernée par la directive.



LA DIRECTIVE DE CHANTIER

Où doit elle se trouver?



Sur la base de vie du chantier.



Dans les véhicules d'intervention.



Dans la roulotte de chantier.



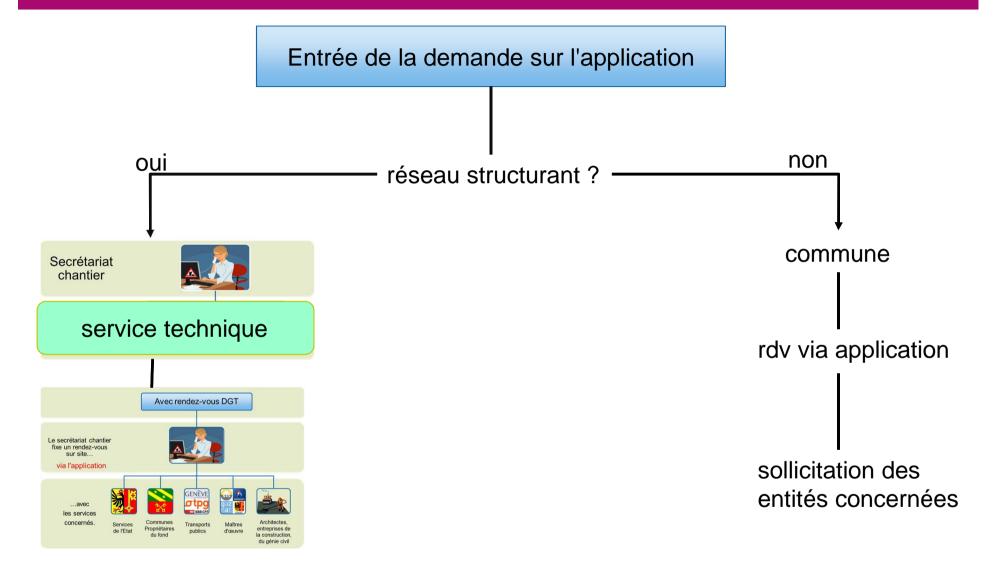
= SUR LE CHANTIER



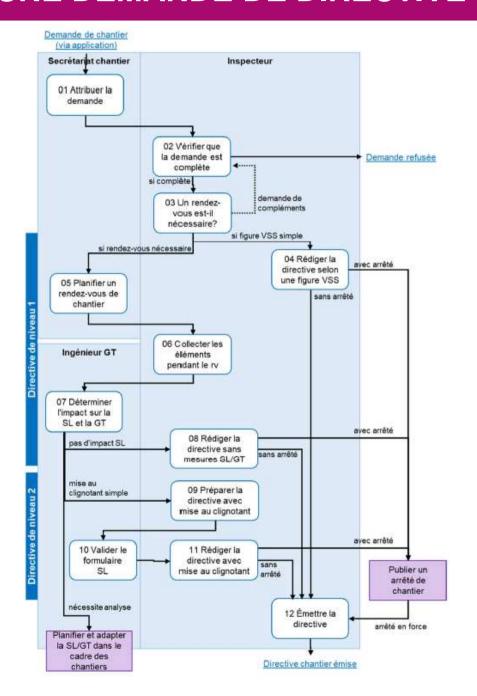
La directive ne sert à rien si elle reste uniquement au siège de la société.



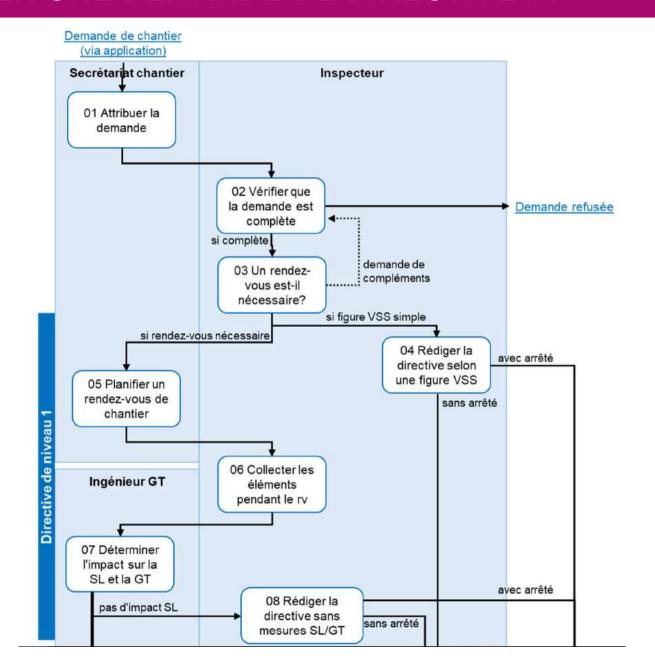
LES PROCESSUS



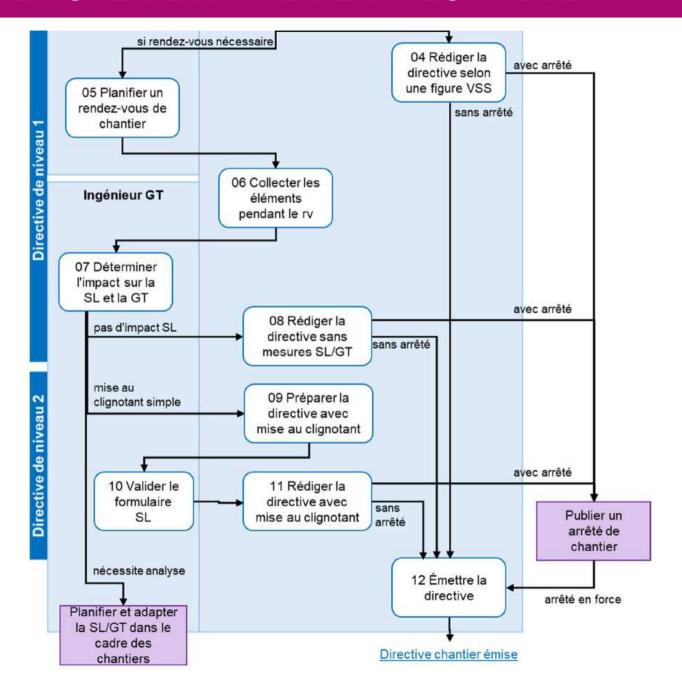
TRAITER UNE DEMANDE DE DIRECTIVE



TRAITER UNE DEMANDE DE DIRECTIVE #1



TRAITER UNE DEMANDE DE DIRECTIVE #2



LES CONTRAINTES CHRONOLOGIQUES

1. Nécessité d'un rendez-vous

Lors d'une annonce de chantier ou de soumission, la commune informe le requérant dans les 7 jours s'il est nécessaire d'organiser un rendez-vous ou non pour élaborer la directive de circulation.

Les éventuels compléments d'information à l'annonce de chantier demandés par la commune n'entrent pas dans ce délai.

2. Directive sans rendez-vous

Lorsque la mesure de chantier peut être mise en place selon une figure des normes VSS 640 886, la commune transmettra sa directive **dans les 7 jours** qui suivent la validation de la demande (ou le rendez-vous sur site le cas échéant).

Le début du chantier pourra se faire dès réception de la directive.

3. Organisation d'un rendez-vous

Lorsqu'une annonce de soumission adressée à la commune nécessite un rendez-vous, celui-ci est organisé en partenariat avec les intervenants concernés dans le but de prendre connaissance, d'analyser et de déterminer les mesures de circulation nécessaire à l'exécution du projet.

Lors de ce rendez-vous, la commune informera les partenaires concernés des documents et délais nécessaires au démarrage du chantier.

4. Étude de l'impact du chantier sur la signalisation verticale et/ou les marquages

Lorsqu'un chantier nécessite des modifications de la signalisation verticale et des marquages, le MO, l'entreprise, ou le bureau d'étude mandaté transmettra les documents et plans nécessaires à l'exécution du projet à la commune (plans de signalisation et marquages).

Ces documents devront être **contrôlés et validés 4 semaines avant le début** des travaux et/ou de l'étape concernée.

Les éventuelles corrections demandées par la commune n'entrent pas dans ce délai. Une fois les documents validés, la commune émettra la directive de chantier et les arrêtés de circulation nécessaires.

Le début du chantier pourra se faire dès réception de la directive par le requérant <u>et</u> entrée en force des arrêtés de circulation.

LES DIFFÉRENTS DÉLAIS

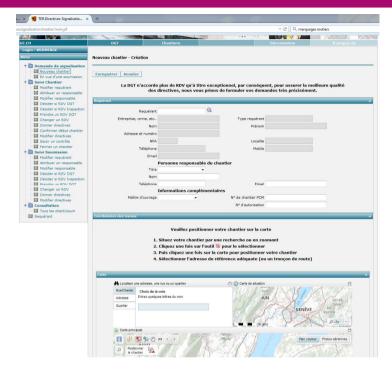
1) Durée inférieure à 8 jours

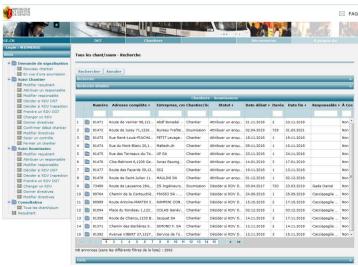
- odirective et/ou plan de marquage arrêté bossibilité de recours
- 2) Durée de 8 à 60 jours
 - of directive et/ou plan de marquage of arrêté to possibilité de recours to directive et/ou plan de marquage of arrêté to possibilité de recours to directive et/ou plan de marquage of arrêté to possibilité de recours to directive et/ou plan de marquage of arrêté to possibilité de recours to directive et/ou plan de marquage of arrêté to possibilité de recours de la complete de la
- 3) Durée de plus de 60 jours
- odirective et/ou plan de marquage of arrêté of possibilité de recours
 - recours possible dans un délai de 30 jours
 - → la mise en place de la signalisation ne peut pas intervenir avant la fin de ce délai

LES DÉLAIS INDICATIFS

N°	Condition	Délai indicatif
1.	Mise en place d'une mesure de circulation simple selon une Figure de la Norme VSS 640 886	7 à 14 jours
2.	Modification de la signalisation verticale et des marquages :	
2.1	Sans mise en place ou suppression de signaux prescriptifs ou à caractère prescriptifs	7 à 21 jours
2.1.2	Avec mise en place ou suppression de signaux prescriptifs ou à caractère prescriptifs pour une durée <u>inférieure</u> à 8 jours consécutifs	7 à 21 jours
2.2	Avec mise en place ou suppression de signaux prescriptifs ou à caractère prescriptifs pour une durée <u>supérieure</u> à 8 jours consécutifs nécessitant l'émission d'un arrêté de circulation	
2.2.1	Emission d'un arrêté de circulation pour une durée de 60 jours ou moins	7 à 23 jours
2.2.2	Emission d'un arrêté de circulation pour une durée de plus de 60 jours avec ouverture des voies de recours Lors de fériés judiciaires :	min. 44 jours ¹
	 Du 7ème jour avant Pâques au 7ème jour après Pâques 	+ 15 jours
	Du 15 juillet au 15 août inclus	+ 30 jours
	Du 18 décembre au 2 janvier inclus	+ 16 jours
5.	Mise en place d'une déviation des transports en commun	40 jours
5.1	Déplacement d'un arrêt des transports en commun	14 jours

L'APPLICATION CHANTIERS





L'APPLICATION CHANTIERS (démo)

L'APPLICATION CHANTIERS

E-démarche directives chantiers Coordinateur Technicien Requérant Décide si un rendez-Fait les annonces de Attribue les chantiers vous sur place est chantiers aux inspecteurs nécessaire Confirme les débuts Donne les directives Fixe les rendez-vous de chantiers sur place et prend les arrêtés Fait le lien Confirme les fins de requérant -Fait des contrôles chantiers inspecteur

PLANNING APPLICATION

- > fin novembre début décembre : **formation application chantiers** (en cours de calage)
- > novembre décembre janvier : 3 sessions de sensibilisation à la signalisation des chantiers, organisée par OCT (dates à prévoir)
- janvier avril : hotline application chantiers



besoin de désigner un futur contact pour les annonces chantiers dans chacune des communes :

délai 15 juin 28 octobre 2019

ÉCHANGES, QUESTIONS, RÉPONSES